1868 **N° 249**

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato cent. 20. Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		» 52	27	15

FIRENZE, Domenica 13 Settembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4559 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intiera esecuzione alla Convenzione firmata in Galatz il 30 aprile 1868, mediante la quale l'Italia unitamente all'Austria, alla Francia, alla Gran Bretagna, alla Prussia ed alla Turchia, si obbliga a garantire il pagamento degli interessi e l'estinzione di un prestito di 3,375,000 lire, da contrarsi dalla Commissione europea del Danubio, per proseguire ed ultimare i lavori di miglioramento alla foce e nel canale di Sulina.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 30 agosto 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione per la garanzia di un imprestito da contrattarsi dalla Commissione europea del Danubio, all'oggetto d'ultimare i lavori di miglioramento intrapresi o da intraprendersi alle bocche di Sulina, essendo stata conchiusa tra l'Italia, l'Austria, la Francia, la Gran Bretagna, la Prussia a nome della Confederazione Germanica del Nord, e la Turchia, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Galatz addì trenta d'aprile del corrente anno mille ottocento sessant'otto;

Convenzione del tenore seguente:

Convention pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube.

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Ayant reconnu la nécessité de mettre la Commission européenne du Danube en mesure de contracter un emprunt à des conditions avantageuses, et, par ce moyen, d'achever les travaux d'amélioration entrepris ou à entreprendre à l'embouchure et dans le bras de Soulina, sans imposer de charges trop lourdes aux bâtiments de toutes les Nations qui fréquentent le Bas-Danube;

Et prenant en considération:

Les articles 16 à 18 du Traité conclu à Paris le 30 mars 1856, portant qu'une Commission européenne sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires pour mettre le Bas-Danube, en aval d'Isaktcha, ses embouchures et les parties de la mer y avoisinantes, dans les meilleures conditions possibles de navigabilité; ledit Traité stipulant, en outre, que des droits fixes, arrêtés par la Commission, pourront être perçus pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux embouchures du Danube;

L'acte public relatif à la navigation desdites embouchures, signé à Galatz le 2 novembre 1865, sanctionné dans la séance de la Conférence de Paris, en date du 28 mars 1866;

Les délibérations prises par la Commission européenne, ledit jour 2 novembre 1865, le 16 octobre 1866 et le 25 avril 1867, portant que de nouveaux travaux seraient entrepris pour compléter et rendre permanentes les améliorations provisoires déjà réalisées à l'embouchure et dans le bras de Soulina, et que les frais de ces travaux seraient couverts au moyen d'un emprut à contracter par la Commission, et remboursable sur le produit des droits fixes arrêtés et perçus par elle;

Les résolutions adoptées par la Conférence de Paris, dans ses séances du 28 mars et du 24 avril 1866, touchant le délai dans lequel les nouveaux travaux devront être terminés;

Les déclarations faites par le Délégué de Sa Majesté Impériale le Sultan, dans la séance de la Commission européenne du 9 mai 1866, et dans celle du 16 octobre suivant, desquelles il résulte que, dans le but de faciliter à ladite Commission la conclusion de son emprunt, la Sublime Porte renonce à réclamer le remboursement des avances qu'elle a faites elle-même pour couvrir les premières dépenses des susdits travaux, et ce jusqu'au moment où le nouvel emprunt à contracter, pour en terminer l'achèvement, aura été entièrement amorti;

Le Memorandum en date du 15 octobre 1866, soumis aux Puissances signataires du Traité de Paris, constatant que les négociations ouvertes en vue dudit emprunt sont demeurées infructueuses, faute de garanties suffisantes à offrir aux capitalistes, et qu'il sera impossible à la Commission de trouver les ressources nécessaires à l'achèvement de sa tâche, sans un appui efficace de la part de ses Hauts Commettants;

Et les dispositions de l'acte public du 2 novembre 1865, sus-énoncé, spécialement celles des articles 14, 15 e 16, relatives à la perception et à l'emploi des taxes de Soulina, et celle de l'article 21 qui assure le bénéfice de la neutralité aux ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission européenne, notamment à la Caisse de navigation de Soulina;

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, Savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Le sieur Etienne Castelli, Son Consul à Galatz, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc.

Le sieur Alfred Chevalier de Kremer, Son Conseiller de Section, et Consul pour le littoral du Bas-Danube, Son Délégué dans ladite Commission européenne du Danube;

Sa Majesté l'Empereur des Français,

Le sieur Louis Marie Adolphe Baron d'Avril, Son Agent et Consul général à Bucharest, Son Délégué dans ladite Commission européenne, Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le sieur John Stokes, Lieutenant-Colonel au Corps Royal des Ingénieurs, Son Vice-Consul pour le Delta du Danube, Son Délégué dans ladite Commission européenne, Chevalier de l'Ordre Impérial du Medjidié de quatrième classe, etc.;

Sa Majesté la Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

Le sieur Henri Ernest Werner, Comte de Keyserling-Rautenburg, Son Agent et Consul général en Roumanie, Son Délégué dans ladite Commission européenne, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de quatrième classe, Chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Suleyman Behidj Pacha, Beylerbey de Roumélie, Son Gouverneur pour la Province de Toultcha, Son Délégué dans ladite Commission européenne du Danube, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de troisième classe;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1. Leurs Majestés,

L'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, s'engage, sauf l'assentiment des Corps représentatifs compétents, à garantir les intérêts et l'amortissement d'un emprunt de trois millions trois cent soixante quinze mille francs, ou cent trentecinq mille livres sterling, à contracter par la Commission européenne du Danube;

L'Empereur des Français s'engage, sous la ratification du Corps législatif de France, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

La Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son Parlement de l'autoriser à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Le Roi d'Italie s'engage, sauf l'approbation du Parlement Italien, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Le Roi de Prusse s'engage, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sauf l'assentiment du Reichstag et du Conseil Fédéral, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

L'Empereur des Ottomans s'engage à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Et il est entendu que cette garantie sera conjointe et solidaire entre toutes les Hautes Parties contractantes.

Art. 2. L'intérêt payable sur ledit emprunt ne sera pas supérieur au cinq pour cent, et la durée de l'amortissement n'excédera pas une période le treize ans, à partir du premier janvier mil huit cent soixante onze, époque à laquelle le versement de l'emprunt aura été complété par les prêteurs.

A partir du premier versement et jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante-onze, la garantie conjointe et solidaire portera sur les intérêts des sommes versées, et, pendant les années suivantes, sur les annuités comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital, et n'excédant pas la somme totale de trois cent soixante mille francs, ou quatorze mille quatre cents livres sterling, par an.

Art. 3. S'il arrivait que le produit net des taxes perçues par la Commission européenne à l'embouchure de Soulina, en vertu de l'article 16 du Traité de Paris, déduction faite d'une somme n'excédant pas quatre cent mille francs ou seize mille livres sterling, pour les frais d'entretien des travaux et d'administration, fût insuffisant pour pourvoir complètement au service des intérêts et du fonds d'amortissement de l'emprunt, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, sur l'avis de la quotité du déficit, qui leur sera donné, un mois avant l'échéance, soit par la Commission européenne ou par l'Autorité qui lui succédera, soit par les intéressés eux-mêmes, s'engagent à fournir, à titre d'avance, avant l'expiration de ce délai, leur part afférente dans ladite garantie.

Art. 4. Dans le cas prévu par l'article précédent et pour éviter tout retard, le Gouvernement Britannique s'engage à déposer à la Banque d'Angleterre toute la somme nécessaire pour le paiement intégral des intérêts et de l'amortissement, à l'époque précise de l'échéance.

De leur côté, les autres Puissances contractantes s'engagent à faire remettre immédiatement leur dite part afférente au Gouvernement Britannique.

Art. 5. L'article 14 de l'acte public du 2 novembre 1865, ayant stipulé que le revenu produit par les susdites taxes serait affecté, par priorité et préférence, au remboursement des emprunts contractés par la Commission européenne et de ceux qu'elle pourrait contracter à l'avenir, pour l'achèvement des travaux d'amélioration des embouchures du Danube, les Hautes Parties contractantes se réservent d'user pour elles-mêmes du bénéfice de ce droit de priorité et de préférence, à titre de subrogation, dans le cas où elles auraient dû pourvoir, de leurs propres deniers, au service de l'emprunt garanti.

Il est entendu, cependant, que ce droit de priorité sera exercé par les Puissances, sans préjudice ni aux droits des porteurs des titres de cet emprunt, ni aux droits antérieurs des créanciers au profit desquels la Commission européenne a engagé ses revenus pour le montant des emprunts partiels, s'élevant à cent onze mille cent ducats, émis les 12 mai 1866, 25 avril et 4 novembre 1867, pour commencer les travaux définitifs, et remboursables, à courte échéance, sur le produit de l'emprunt à contracter.

Art. 6. Aussitôt que la présente Convention serà devenue définitive pour quatre au moins des Hautes Parties contractantes, la garantie conjointe et solidaire sortira son plein et entier effet à l'égard de ces dernières.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée. Chacune des Hautes Puissances contractantes ratifiera en un seul exemplaire. Les ratifications seront déposées, dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, dans les archives de la Commission européenne du Danube, pour être plus tard remises à l'Autorité qui lui succédera.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Galatz, le trentième jour du mois d'avril de l'an mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Castelli Stefano,
(L. S.) A. De Kremer.
(L. S.) A. D'Avril.
(L. S.) J. Stokes.
(L. S.) H. comte De Keyserling.
(L. S.) Suleyman.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Torino addì nove del mese di luglio l'anno del Signore mille ottocento sessant'otto, vigesimo del Regno Nostro.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio dei ministri, ministro seg. di Stato per gli affari esteri
L. F. Menabrea.

Il num. 4576 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. A cominciare dal 1° gennaio 1869, la legge 3 luglio 1864, num. 1827, sul dazio di consumo, colle modificazioni recate dal titolo primo del decreto legislativo 28 giugno 1866, n. 3018, e dall'articolo 2 della legge 28 dicembre 1867, num. 4136, avrà vigore nelle provincie della Venezia e di Mantova.

Art. 2. Il censimento di popolazione su cui deve essere basato il riparto in classi e la qualificazione dei comuni delle anzidette provincie, fino ad un nuovo censimento generale, sarà quello desunto dai registri di popolazione che vengono consultati per le operazioni di leva.

Art. 3. I comuni di Venezia, Murano e Malamocco costituiranno, per gli effetti della presente legge, un solo comune chiuso, ed avranno una sola tariffa.

Nel caso che non s'accordassero nello stabilirla, o nel ripartire tra loro i proventi del dazio, deciderà la deputazione provinciale.

Fino a che ivi dura la franchigia doganale, la riscossione dei dazi di consumo sarà fatta esclusivamente per mezzo di agenti governativi.

Art. 4. Ai municipi nei quali è in attività il dazio di consumo murato, potrà il Governo concedere che i dazi comunali di consumo e le addizionali si conservino a tutto il 1870 oltre il limite del massimo stabilito all'articolo 6 del decreto legislativo 28 giugno 1866, num. 3018, quando le tariffe ora vigenti sieno superiori a quel limite.

Art. 5. Tutte le leggi e decreti in quanto sono contrari alla presente legge, sono abrogati.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 3 settembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. Cambray-Digny.

Elenco di nomine e disposizioni fatte da S. M. sopra proposta del ministro della guerra:

Con RR. decreti 18 agosto 1868:

Miotti-Migliavacca Giuseppe, sottotenente nel reggimento lancieri di Firenze, dispensato dal servizio in seguito a volontaria dimissione;

Scutellari nobile Giovanni, luogotenente dell'arma di cavalleria (regg. lancieri Vittorio Emanuele), in aspettativa per motivi di famiglia con R. decreto dell'11 agosto 1867, ammesso a concorrere per occupare i 2/3 degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado ed arma a cominciare dall'11 agosto 1868.

Con RR. decreti 23 agosto 1868:

Brentano Gio. Antonio, sottotenente nel regg. lancieri d'Aosta, collocato in aspettativa per motivi di famiglia;

Ducco conte Tommaso, capitano alla scuola normale di cavalleria, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.

Con RR. decreti del 28 agosto 1868:

Codebò cav. Alessandro, capitano nei depositi cavalli stalloni, collocato in aspettativa per soppressione d'impiego;

Pizzardi march. Francesco, sottotenente dell'arma di cavalleria (regg. ussari di Piacenza), in aspettativa per motivi di famiglia con R. decreto del 25 agosto 1867, ammesso a concorrere per occupare i 2/3 degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado ed arma a cominciare dal 25 agosto 1868.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.
Avviso.

Allo scopo di evitare inutili carteggi e ritardi spesso dannosi alle parti interessate, il Ministero degli affari esteri avverte chiunque abbia a spedirgli atti o documenti per essere legalizzati che la tassa di lire 3 (o 5 secondo la natura dell'atto) prescritta al n° 43 della tabella annessa alla legge 26 luglio p. p., n° 4520, dev'essere soddisfatta contemporaneamente alla trasmissione dei documenti e preferibilmente a mezzo di francobolli o di vaglia postale a favore del cassiere del Ministero.

Firenze, 7 settembre 1868.

NB. — Gli altri giornali del Regno sono pregati di riprodurre il presente avviso.

DIREZIONE DEL DEBITO PUBBLICO IN FIRENZE.

Si notifica che nel giorno di giovedì 1° ottobre prossimo futuro, incominciando alle ore dieci antimeridiane, si procederà in una delle stanze di questa Direzione, con accesso al pubblico, alle seguenti operazioni relative alle obbligazioni create col decreto del 31 ottobre 1849 (legge 4 agosto 1861, elenco D, n° 11) cioè:

1° All'abbruciamento delle obbligazioni sortite nelle precedenti estrazioni e presentate al rimborso dal 1° ottobre 1867 a tutto il corrente mese;

2° Alla decimanona estrazione annuale delle obbligazioni da estinguersi alla fine del corrente anno, mediante il rimborso integrale del capitale nominale, e col premio del 10 per cento.

Le obbligazioni da estrarsi sono in numero di mille quattrocento quarantaquattro a forma della tabella scritta in piè del suddetto decreto, sul totale di 13122 numeri che rimangono nell'urna dopo le passate estrazioni.

Successivamente si pubblicherà l'elenco delle obbligazioni abbruciate e quello delle obbligazioni estratte.

Firenze, 12 settembre 1868.

Il Direttore
G. Gasbarri.

Il Segretario della Direzione
G. F. Giovannini.

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(*Seconda pubblicazione*)

Coerentemente al disposto degli articoli 178 e 179 del regolamento per le Casse dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, n° 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento dei recapiti sottodesignati spediti dall'amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti di Torino, ne sarà rilasciato il duplicato appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese, e resteranno di nessun effetto i precedenti titoli.

Cartella n° 11444 in data 24 febbraio 1859 rappresentante il deposito di lire 106 50 fatto da Carnevale Alessandro, impresario della strada consortile tra Lu Solero per Cuccaro e Quargnento, e per esso dal suo procuratore Aschieri Giovanni, per indennità di espropriazione di ter[illegible]

Cartella n° 23679 in data 11 dicembre 1862 rappresentante il deposito di lire 102 13 fatto da Stuardi Silvestro fu Pietro per sua malleveria quale deliberatario del gabellotto in Riva di Chieri.

Cartella di deposito n° 24719 in data 20 marzo 1863 per L. 600, quale fondo spettante al surrogato ordinario Salvi Emilio Baldassare del 14° regg. fanteria, inscritto al n° 19977 di matricola.

Dichiarazione n° 3642 in data 26 settembre 1863 rappresentante un deposito in titoli del consolidato 5 0/0 della rendita di L. 1700 fatto da Dolazza Ambrogio e Poggi Oreste per cauzione del loro contratto 13 settembre 1863 relativo alla fornitura carceraria delle provincie di Modena, Reggio nell'Emilia e Massa e Carrara.

Torino, l'8 agosto 1868.

Il Direttore capo di divisione
Ceresole.

Visto, *per l'Amministratore centrale*
Galletti.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

(*Seconda pubblicazione*).

Si è chiesta la rettifica dell'intestazione della rendita di lire 170 inscritta al n° 41706 a favore di Rotolo Francesco di Giovanni Battista, allegandosi l'identità della persona del medesimo con quella di Rotolo Francesco di Antonio.

Si diffida chiunque possa avere interesse a tale rendita che, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, sarà operata la chiesta rettifica.

Torino, il 27 agosto 1868.

Per il Direttore Generale
L'Ispettore generale: M. D'AriENZO.

NOTIZIE ESTERE

Inghilterra. — Si legge nel *Morning Post*:

La Commissione speciale nominata per fare l'inchiesta sullo stato delle nostre relazioni con le potenze estere a proposito dei trattati di estradizione, con l'intento di fare scegliere un sistema più permanente e più uniforme sulla materia in quistione, ha adottato il seguente rapporto:

È desiderabile che siano concesse delle agevolezze più grandi di quelle in vigore adesso per intendersi con le potenze estere nello scopo di render loro gl'individui che sarebbero accusati di aver commesso qualche delitto sul loro rispettivo territorio e che sarebbero fuggiti in Inghilterra, e reciprocamente di far rendere da quella potenza al Governo del Regno Unito gli individui accusati in Inghilterra e che sarebbero fuggiti sul loro territorio. La nota dei delitti che dovrebbe trascinare l'estradizione tra questo paese ed i paesi esteri avrebbe bisogno di essere studiata accuratamente, ma per l'interesse pubblico potrebbe anche essere più estesa della nota dei delitti enumerati nei tre soli trattati stipulati fino a questo giorno e con quell'intento dal Regno Unito con le potenze estere, cioè con la Francia, con gli Stati Uniti e con la Danimarca.

Bisognerebbe che il Parlamento votasse una legge che autorizzasse Sua Maestà a dichiarare, con un ordine dato al Consiglio che le persone accusate, secondo una testimonianza *prima facie* convenientemente e debitamente fatta, di aver commesso uno dei delitti annoverati nella detta legge, debbono essere rese al Governo qualunque nella giurisdizione del quale quel delitto fosse stato commesso e col quale vi fossero le convenzioni per la estradizione dei rei: purchè tuttavia la testimonianza, a parte le eccezioni notate nell'atto Vittoria, 5 e 6 cap. 75, 1, 2 e atto Vittoria cap. 121, siano tali da autorizzare il giudizio dell'accusato se il delitto fosse stato commesso in Inghilterra. Nell'atto del Parlamento sarebbe stipulato che qualunque convenzione di quella natura dichiarerebbe espressamente non esser sottoposte alla estradizione le persone accusate di delitti considerati delitti politici secondo il giudizio della parte alla quale è domandata la estradizione in virtù di una convenzione. È inteso che una persona accusata di un delitto, che secondo il giudizio della parte cui è domandata la estradizione, costituisce l'assassinio o il tentativo di assassinio non sarà compresa nella eccezione. I duplicata di ogni convenzione di quel genere o dell'ordine in Consiglio nel quale sarebbero incorporati saranno deposti dinanzi le due Camere del Parlamento nelle sei settimane seguenti all'ordine se il Parlamento è in sessione.

Qualunque convenzione di quella natura conterrà una stipulazione che dica espressamente che nissuna persona già data in virtù dei trattati di estradizione non potrà essere giudicata nè detenuta nello Stato al quale sarà stata data per un delitto anteriore alla estradizione e diverso da quello che ne fu l'oggetto, a meno che l'accusato non sia stato prima reso allo Stato che l'aveva dato, o che non ha avuto occasione di tornarvi.

Sarà stipulato da parte del Regno Unito, in ciascuna convenzione di questa natura, che ogni prigioniero la cui estradizione sia stata pronunziata dall'autorità competente, venga posto sotto buona guardia per un periodo limitato, quindici giorni per esempio, prima della estradizione e sarà informato dalla autorità che ha formulato il mandato di cattura e di estradizione che gli compete il diritto, durante questo spazio di tempo, di reclamare un *writt d'habeas corpus*.

Nell'istruzione dell'affare per pronunziare il *writ d'habeas corpus* sarà permesso all'accusato di discutere in buona fede la domanda di estradizione, fondandosi su ciò che i motivi della estradizione abbiano per loro vera base delle ragioni politiche. Tutte le procedure legali necessarie per la estradizione di un accusato per parte del Regno Unito, a ragione di un crimine commesso in paese estero dovranno dipendere da una domanda indirizzata al principale tribunale di polizia della capitale. Non si proroghe ranno in nessun caso provvisoriamente gli effetti dell'atto di Vittoria 20 e 30, capitolo 121 che spira quest'anno e che determina certi provvedimenti riguardo alla amministrazione di taluni documenti giudiziari od ufficiali o dei loro duplicati per servire di prova contro le persone accusate di crimini che importino la estradizione in virtù dei trattati attualmente vigenti.

PRUSSIA — Le nostre lettere da Berlino, dice il *Mémorial diplomatique*, annunziano che il Governo prussiano ha spedito ai suoi agenti all'estero delle istruzioni onde invitarli a dimostrare come un sintomo pacifico il ritardo che si è frapposto al richiamo delle reclute. Si aggiunge che a Londra, a Vienna ed a Parigi i rappresentanti del Gabinetto di Berlino abbiano ufficiosamente parlato conforme a queste istruzioni.

— Scrivono da Berlino 8 settembre all'*Havas*:

Un giornale del mattino assicura che le riduzioni progettate nell'armata permetteranno all'amministrazione militare di effettuare una economia di 1,668,000 talleri sul bilancio della guerra del 1868 le cui rendite e spese sono fissate nella somma complessiva di 66,417,573 talleri. La somma che si viene ad economizzare è in realtà più considerevole perchè l'amministrazione militare deve prima di tutto coprire il *deficit* di 3 milioni circa motivato dal caro delle granaglie nello scorso inverno. Le riserve della guardia verranno rinviate ai loro focolari il 12 e 13 settembre.

Costì si è interamente soddisfatti dell'accoglienza fatta dal re di Sassonia al re Guglielmo.

L'amministrazione federale ha proposto ai Paesi Bassi di fissare al 1° ottobre il principio della esecuzione del trattato postale che sarà prossimamente sottoscritto.

AUSTRIA. — Scrivono da Vienna alla *Corresp: du Nord Est* che il prossimo viaggio dell'Imperatore in Gallizia occupa sopra ogni altro argomento gli spiriti in quella capitale.

L'Imperatore Francesco Giuseppe giungerà a Cracovia il 26 settembre e vi rimarrà tre o quattro giorni. L'Imperatrice lo accompagnerà durante tutto il suo soggiorno in Gallizia che sembra dover essere di una durata assai lunga. Non è ancora certo che il sig. di Beust debba accompagnare il suo sovrano La Dieta si propone di recarsi in corpo a Cracovia incontro alle LL. MM. che risiederanno nella casa del conte Adamo Potocki, cugino germano del ministro. L'arrivo della coppia imperiale a Lemberg è annunziata pel 1° ottobre. Dicesi che il suo soggiorno in questa città sarà di una settimana. A Lemberg si fanno grandi preparativi per ricevere gli augusti ospiti.

La *Corresp. du Nord* aggiunge: « L'Imperatore si propone di entrare in relazioni personali con tutte le notabilità galliziane onde informarsi della situazione e dei bisogni del paese. Inutile dire che i Polacchi aspettano molti vantaggi da questo viaggio. Col ricevimento che preparano intendono mostrare che essi non sono meno affezionati degli Ungheresi alla dinastia. »

— Leggesi nella *Patrie*:

L'armata ungherese sta per essere costituita in modo indipendente e deve comprendere un effettivo totale di 120,000 uomini. È già fissato il nuovo uniforme e si annunzia l'arrivo da Pesth a Parigi di taluni incaricati del governo ungherese affine di intendersi perchè esso uniforme venga apprestato nel più breve termine possibile.

— Da Praga annunziano alla *Gazzetta d'Augusta*:

Veniamo a sapere che l'elettore di Assia che in questo momento abita ad Horzowitz ha fatto recentemente stendere una memoria per protestare contro la presa di possesso dei suoi antichi Stati da parte della Prussia. In tale memoria si discutono in termini generali le questioni attinenti a questo affare. La memoria è estesissima; sviluppa i principii che hanno guidato il governo dell'elettore dal momento in cui la questione dello Schleswig-Holstein tornò sul tappeto sino a quello in cui la Prussia si impossessò di tutto l'elettorato; il tutto per provare, non solo che si è fatta una ingiusta violenza all'elettore, ma anche al paese dell'Assia. Si esaminano anche particolareggiatamente le relazioni dell'Assia colla Confederazione Germanica, coll'Austria, coll'Annover e coi membri della Confederazione in generale. Si ha intenzione di presentare questa memoria alle case regnanti di Germania e per conseguenza anche al Re di Prussia, e di pubblicarla in seguito.

TURCHIA. — Il *Levant Herald* in data di Costantinopoli, 5, narra:

Poco prima della partenza della fregata americana *Franklin* per il Mediterraneo, una deputazione di greci capitanata dal compilatore dell'*Eptalophos*, si presentò all'ammiraglio Farragut a bordo della sua nave per rimetergli un indirizzo. Prima che l'ufficiale di guardia potesse annunciare la loro venuta, alcuni membri della deputazione si diedero a sparger copie dell'indirizzo presso le porte e sul cassero fra l'equipaggio. In pari tempo ne furono gettati 500 esemplari nella cabina dell'ammiraglio. Quel documento conteneva un entusiastico appello agli Stati Uniti, affinchè soccorressero Candia. In quel momento trovavasi coll'ammiraglio l'inviato americano Morris, il quale gli fece osservare che qualunque fosse la sua opinione personale, non gli era permesso di ricevere l'indirizzo senza mancar di convenienza al Sultano, per la cui ospitalità il *Franklin* era ancorato nel Bosforo. L'ammiraglio aderendo al suggerimento, fece raccogliere e restituire tutte le copie sparse a bordo alla deputazione, la quale aspettava nei suoi batteili il permesso di salire a bordo della fregata. Indi fece sapere alla deputazione che non poteva ricevere i suoi componenti che quali individui privati e non come un Comitato politico di qualsiasi genere. Indi i medesimi furono ammessi e presentati all'ammiraglio, che gli accolse con molta cortesia, ma senza che venisse fatta alcuna osservazione politica; e la deputazione se ne andò, dopo una breve visita fatta al naviglio. Pare che la polizia abbia avuto sentore dell'accaduto, giacchè la sera stessa, il signor Samartzidi e altri due membri della deputazione furono arrestati e condotti a Stambul. La legazione greca protestò contro questo provvedimento, e credesi che gli arrestati verranno posti in libertà quanto prima.

GRECIA. — Da Atene, 5 settembre, scrivono all'*Osserv. triestino*:

Ier l'altro, giovedì, ebbe luogo la grande funzione del battesimo del principe ereditario della Grecia con pompa veramente straordinaria.

Il *Journal des débats* in un articolo firmato dal segretario della sua redazione, si prova a determinare le cause dello stato presente di incertezza che incombe sull'Europa.

Ecco i brani principali di quell'articolo:

Noi crediamo di aver dimostrato che nè l'Inghilterra, nè l'Austria, nè la Prussia, nè la Russia vogliano la guerra; che esse sieno d'accordo a desiderare la pace e disposte a fare tutto che dipenda da loro per conservarla....

E tuttavia nel pubblico si persiste a riguardare come incerto il mantenimento della pace, e questo dubbio produce una irrequietezza, i cui effetti sono disastrosi per l'Europa....

L'opinione nostra è che gli allarmi della pubblica opinione provengono da cause svariatissime, le quali producono un effetto tanto maggiore in quanto, ad onta della differenza delle loro origini, esse si confortano mutuamente.

Prima di tutto è l'attitudine del partito della guerra, perchè la guerra ha tra noi de' fautori sinceri, ardentissimi, e alcuni in alta posizione. Il partito della guerra in generale si compone di militari, lo che si comprende; vi è inoltre un certo numero di persone dell'ordine civile, affezionate senza dubbio al governo dell'Imperatore che credono per tradizione che l'Impero deve essere la guerra e la conquista e non la pace. I partigiani della guerra si dicono eccessivamente suscettibili in fatto di patriottismo e di onore nazionale. La maggior parte si cura poco di tutte le altre considerazioni. Il linguaggio del partito della guerra è stranissimo, e quel linguaggio non è sempre francese, per esempio quando dice che la Francia fu vinta a Sadowa come l'Austria, e che l'onor suo ha bisogno di una rivincita. Ma no, la Francia non è stata vinta a Sadowa e l'onor suo non è stato macchiato dalla disfatta austriaca. Quando l'Austria ha perduto quella grande battaglia — il 3 di luglio 1866 — la Francia non era sua alleata, più che non fosse nemica della Prussia. E se di qualcuno dovevamo dolerci era dell'Austria e non della Prussia, perchè l'Austria aveva respinta l'offerta di una conferenza di pace, fatta da noi, e la Prussia l'aveva accettata. L'Austria a Sadowa giocava a partita doppia. Messe in campo contro la Prussia la sua supremazia in Italia, e contro l'Italia alleata della Prussia, lo stato della Venezia, l'Italia già vinta a Custoza. Se un interesse francese era in campo a Sadowa, non poteva essere che quello dell'Italia, ed è tanto vero che il giorno dopo la battaglia perduta - il 4 luglio - l'Austria cedè la Venezia alla Francia, la quale potè soddisfare i desideri vivissimi dell'Italia cedendogliela. Il partito della guerra non dice una cosa seria quando afferma che la Francia fu vinta a Sadowa, oltrechè vi è in quella parola mancanza di riguardo e di rispetto per la Francia, che contrasta con le pretese di patriottismo esclusivo di cui quel partito fa mostra.

Ma come! dice il partito bellicoso, non è egli vero che la Prussia si è talmente ingrandita che la sua vicinanza è divenuta un pericolo per la sicurezza della Francia? L'equilibrio è rotto e non tornerà se non quando la Francia si sarà ingrandita a sua posta quanto la Prussia e e quando sarà arrivata ai suoi confini naturali. Questo linguaggio ha una certa apparenza di equità politica che può soprendere alla prima gli animi, ma che si dilegua con un po' di riflessione. Gl'ingrandimenti prussiani poterono spiacere in Francia, ma la la Francia non ha diritto di dolersene perchè la Prussia non si è ingrandita a sue spese. Gli avvenimenti del 1866 che fecero la grandezza della Prussia si svolsero assolutamente in Germania, tutto avvenne tra gli Stati di sovrani tedeschi, tra i quali la Francia non aveva nè un amico, nè un alleato. La Francia ha serbato durante la guerra assoluta neutralità, fino al momento in cui ha proposto ai belligeranti la sua mediazione disinteressata, che i belligeranti accettarono. La Francia mediatrice ha avuto molta parte nella conclusione della pace, di cui ha proposte o accettate le condizioni. La Francia non si è opposta allo scioglimento dell'antica Confederazione germanica, ed ha concorso alla sua nuova organizzazione. Questi son fatti chiari e precisi. Che cosa ne risulta? Che oggi per noi non vi è più nissun motivo legittimo di reclamare o di protestare o di essere avversi a quello che è stato fatto in due anni.

Noi esortiamo i partigiani della guerra a rileggere la circolare del 16 settembre 1866 che fu mandata dal ministro degli esteri ai nostri agenti diplomatici onde far loro conoscere il sentimento dell'Imperatore e del suo Governo intorno agli avvenimenti compiuti in Germania.

La maggior parte di loro l'ha certamente approvata. Essi vedranno che bisogna congratularsi della nuova situazione che la Prussia deve alle sue vittorie, perchè fino allora la Prussia non era nè abbastanza compatta, nè abbastanza indipendente per staccarsi dalle sue tradizioni; che la Prussia ingrandita, libera oggimai da ogni solidarietà assicura la indipendenza della Germania e la Francia non deve in alcun modo adombrarsene. Essi ci vedranno la fine dei sentimenti di gelosia ai quali vorrebbonsi subordinare i principii di nazionalità; ci vedranno una infinità di cose che si direbbero inspirate dalla prescienza delle loro bellicose quanto tarde proteste; che una Europa più fortemente costituita, resa più omogenea da divisioni territoriali più precise è una garanzia per la pace del continente e non è nè un pericolo, nè un danno per la nostra patria; che in questa nuova distribuzione delle forze non vi è nulla che possa inquietarci e che vero equilibrio non esiste se non allora i voti d'Europa sieno soddisfatti. La circolare del 16 settembre non ha dimenticata l'ambizione delle conquiste ed il gusto degli ingrandimenti che i partigiani della guerra vorrebbero per la Francia e che essa dovrebbe approvare. « Il Governo imperiale dice, il ministro dell'Imperatore, ha da lungo tempo applicati i suoi principii in materia di estensione del territorio. Egli ha chiesto al libero consenso della Savoja e della contea di Nizza il ristabilimento delle nostre frontiere naturali. » Andate dunque a chiedere ai popoli delle provincie renane e del Belgio se essi vogliano essere annessi alla Francia!

Il partito della guerra insiste. Secondo lui la situazione non è oggi più quella del 1866. Tutta Europa in armi e dappertutto si fanno delle enormi spese per prepararsi alla guerra procurandosi i mezzi più formidabili di attacco e di difesa. Una tale condotta sarebbe insensata se non fosse giustificata dal convincimento che la guerra è inevitabile e prossima. Ma se non si può evitare la guerra, conviene forse alla Francia di assumere subito l'iniziativa « perchè la nostra armata è animata dal miglior spirito, i nostri arsenali sono ricolmi, le nostre risorse finanziarie quasi inesauribili, e se si paragona la Francia alle altre potenze d'Europa è permesso affermare non senza legittimo orgoglio che essa sola può in questo momento fare la guerra o la pace. » Noi dividiamo il legittimo orgoglio dei partigiani della guerra per tutto quanto concerne il buono stato della nostra ammirabile armata e la potenza della Francia dalla quale crediamo anche noi che dipenda assolutamente il mantenimento della pace. Ma noi diciamo che la Francia la quale può fare a suo talento la guerra o la pace deve mantenere la pace ed allontanare così la responsabilità di una guerra che nessuno cerca e tutti temono, ed aggiungiamo che questa responsabilità sarebbe grandissima perchè la Francia non ha alcun giusto motivo di fare la guerra. La guerra perchè tutte le potenze d'Europa sono armate in modo eccessivo! Certamente noi biasimiamo al pari di chiunque lo stato militare attuale d'Europa che troviamo enorme, oneroso per le finanze, per l'agricoltura, per l'industria e protestiamo con ogni nostra forza contro di esso. Ma non ne conchiudiamo che bisogna fare la guerra cioè aggiungere ad un male un male più grave. Noi persistiamo a sostenere il diritto e la giustizia contro le pretese della forza. Del resto la circolare del 16 settembre dice anch'essa la sua parola « sulla necessità di perfezionare senza indugio la nostra organizzazione militare per la difesa del nostro territorio » lo che implicava la stessa necessità anche per le rimanenti potenze europee.

Da ciò che precede si rileva il poco valore del linguaggio dei partigiani della guerra e del loro contegno. I motivi che essi adducono per annunziare la guerra sono senza alcun fondamento quando pure non sono ridicoli; e vi è luogo a maravigliarsi che il pubblico se ne sia commosso; sarebbe meglio di starsene alle parole dette dal ministro delle finanze sig. Magne per il brindisi alla pace che ei propose in un pranzo offerto dal prefetto della Dordogna al Consiglio generale del suo dipartimento. « Sono i forti che hanno diritto di essere pacifici, disse, ora la Francia è forte per gli uomini, forte per patriottismo. Tutti conoscono che è ammirabilmente preparata alla guerra; ma amo meglio dire che è anche ammirabilmente preparata per gli utili lavori della pace. La pace sarà durevole perchè l'Europa ne ha bisogno, perchè l'Imperatore la desidera, perchè la Francia è assai forte per sopportarla, senza tema di essere accusata di debolezza, perchè, ed ecco la ragione migliore, nissuno, come l'Imperatore disse, ha interesse o motivo di turbarla. »

Queste parole del ministro Magne spiegano e completano quelle che furono attribuite al maresciallo Niel.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Il Comitato promotore delle Biblioteche popolari ha pubblicato quanto segue:

Concittadini!

Fra le istituzioni più utili alla società vi è quella delle Biblioteche popolari, che ha già principiato a diffondersi in varie città d'Italia, come Prato, Livorno, Lodi, ecc.; mentre ha fatto splendide prove in Inghilterra, in Germania e in Francia.

È desiderio di tutti i buoni che le Biblioteche popolari si diffondano in ogni villaggio, in ogni borgata, in ogni centro d'Italia. Scopo di questa istituzione è quello d'istruire il popolo mediante la circolazione dei buoni libri, che estirpino l'ignoranza e la superstizione, e infondano sentimenti nobili verso Dio, verso la Patria, verso l'umanità. Scopo precipuo insomma di questa istituzione si è di rendere il nostro popolo e la crescente generazione degni della libertà di cui noi godiamo e delle sorti che sono riserbate all'Italia.

La mancanza quasi assoluta nelle nostre campagne di istituzioni tendenti al miglioramento morale e intellettuale delle nostre classi operaie, ed il bisogno immenso che ve ne ha, ci fecero determinare ad unirci in Comitato per istituire intanto una Biblioteca popolare nel sobborgo di S. Salvi, che s'intitolerà del nome di *Michelangelo Buonarroti*. Ciò facemmo ancora, perchè questa comunale Rappresentanza volle incoraggiata la nostra opera, donando un locale per l'impianto di tale Biblioteca.

La istituzione di una Biblioteca circolante nel sobborgo di S. Salvi, tornerà tutta a vantaggio delle classi popolane Ora dunque facciamo appello a voi perchè vogliate concorrere con doni di buoni libri o col versare il vostro obolo, che sarà destinato per l'acquisto di opere. Rammentatevi che i sacrifizi fatti per la causa della istruzione portano sempre a qualche buon resultato.

Concittadini!

Siamo sicuri che tutti corrisponderete volonterosi a questo appello, il quale vi fornirà il modo di dare una novella prova del vostro patriottismo e del vostro amore alle nobili istituzioni.

Firenze, dalla residenza del Comitato,
Li 12 settembre 1868.

Il Comitato promotore:
Giachetti Narciso *presidente*
Moriani Enea *vice presidente*
Baldi Alfonso *bibliotecario*
Puliti cav. Leto
Corsini cav. Guido
Alfani ingegnere Augusto
Cellini Angelo
Ceccherelli Oreste
Ruggini Eugenio *segretario*
Serani Ettore *cassiere*

Le offerte si ricevono alla residenza provvisoria del Comitato posta in via Ghibellina, palazzo Buonarroti, n° 64, pian terreno a destra.

— Negli scavi che stan facendosi nella via S Gallo per eseguire il grande emissario, e precisamente presso la chiesa dei Preti ni, venne ieri ritrovata una piccola urna cineraria etrusca, che venne lasciata provvisoriamente sul posto dandone avviso a chi di ragione. (*Nazione*)

— L'*Italia Militare* annunzia i movimenti militari seguenti:

Il 3° reggimento fanteria si trasferisce nel giorno 11 settembre da Milano a Cremona.

Il 39° reggimento fanteria si trasferisce nel giorno 15 settembre da Santa Maria Vetere a Maddaloni.

— Sappiamo, dice il *Giornale di Padova*, che anche in questa provincia la vendita all'asta dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 lug. 1866, n° 3036, e 15 ag. 1867, n° 3848, procede egregiamente, giacchè anche all'incanto tenutosi nella giornata di ieri tutti i lotti furono deliberati per un prezzo molto superiore della stima, e le gare riescirono così vivaci, che alcuni lotti furono deliberati pel doppio del prezzo di stima, ed altri persino raggiunsero il triplo, per esempio: il lotto segnato al n° 35 dell'avviso 23 agosto 1868, del valore estimativo di L. 39,912 82, venne deliberato per la cospicua somma di italiane lire 103,442 82.

— La *Gazzetta di Venezia* pubblica i risultati dell'asta dei beni ex-ecclesiastici posti in vendita il giorno 4 settembre a. c. in Mestre:

Lotti venduti numero 12 pel prezzo d'aggiudicazione	L. 52,805 93
Prezzo per cui vennero posti all'incanto	» 48,307 94
Aumento	L. 4,497 99

— La *Gazzetta di Venezia* pubblica il quinto parallelo fra i lavori del Cenisio e quelli di Suez facendolo precedere dalla seguente nota:

Il nostro prefetto ha testè presentato all'Istituto Veneto il quinto parallelo fra il progresso dei lavori di queste grandi opere, che qui riportiamo. Vi ha poi premesso alcuni interessanti particolari sulle potenti macchine impiegate per l'escavo del canale, e sulle peripezie che quest'opera ha dapprima incontrate ed ora ha felicemente superate. Vi aggiunse la statistica del movimento commerciale di Trieste coll'Egitto, e conchiuse toccando dell'avvenire che Venezia deve ragionevolmente attendersi dal taglio del Bosforo egiziano, terminando la sua relazione colle seguenti considerazioni:

« Presentando però a voi e pel vostro mezzo a' nostri concittadini, che si assumono di proceder coll'esempio a rianimare il commercio locale, questo prospetto, non vorrei cadesse in pensiero a nessuno che includesse l'idea, o peggio, il desiderio che Venezia non possa risorgere senza che decada Trieste. Sono idee antiche, che hanno fatto il loro tempo, quelle di credere che un paese non possa prosperare che a danno d'un altro; sono le idee che generarono i famosi sistemi dei diritti differenziali, che costarono ai popoli molto oro e molto sangue. Certo ch'io desidero che risorga Venezia, ma non vorrei decadesse Trieste. Pel momento, questo pericolo è abbastanza lontano, e se dovessero perdurare le assurde tariffe differenziali ora in vigore a danno di Venezia, questa non risorgerebbe certo nè adesso nè mai. Ma non sono cose che possano perdurare, e ripeto che desidero risorga Venezia e prosperi Trieste pel bene di entrambi. Voi ben sapete come anche nella cerchia privata è assai meglio aver parenti ricchi che poveri; fate conto che lo stesso è delle nazioni: quanto più ricche si hanno le vicine, più prospero e più sicuro è il commercio e le relazioni seco loro. Non è vero nemmeno che debbano avere interessi contrari, possono averne invece anche di comuni; oggigiorno, per esempio, le merci d'America e d'Asia, che fanno capo al mare del Nord, discendono per le vie ferrate sino alla Stiria e al Tirolo, invadono quel raggio che per posizione naturale parrebbe assegnato a Trieste e Venezia. Aperto l'istmo di Suez, è un interesse comune il chiamar quella corrente all'Adriatico, e davvero ve ne sarà per tutti. Ne volete una prova? Allorchè nel 1855 si fecero i primi calcoli intorno al movimento fra l'Europa e le Indie, si calcolò poter essere rappresentato da circa 5 milioni di tonnellate, nel 1860 si elevava a 7 milioni, nel 1865 a circa 9 milioni, e seguendo la stessa proporzione si eleverà, nel 1870, a circa 11 milioni. Si ammetta pure che non passi pel canale che la metà, è pur sempre una gran cifra! e pei porti situati in condizioni così felici come quelli di Trieste e Venezia si può ben ripetere che ve ne sarà per tutti. Tuttavolta, tollerate un' ultima parola, ed ho finito: ve ne sarà per tutti quelli che spiegheranno attività e sapranno approfittare della loro posizione. »

Quinto parallelo fra il progresso dei lavori delle due grandi opere: Il traforo del Cenisio, ed il taglio dell'istmo di Suez. (Del 1° aprile, e 15 giugno 1868).

Traforo del Moncenisio.

Lunghezza metri 12,220.

Larghezza metri 8.

Altezza metri 7 di escavazione, salvo la diminuzione pel rivestimento.

Elevazione sul livello del mare al punto culminante, che è il centro della galleria, metri 1,338.

Importo presuntivo dell'opera oltre 70 milioni di lire italiane.

Principio dei lavori anno 1858.

Scavato a tutto marzo 1868 compless. m.	8,159
Scavato dal 1° aprile al 15 giugno 1868 m.	285
Rimanevano a scavare al 16 giugno 1868 m.	3,776
Torna m.	12,220

Canale di Suez.

Lunghezza metri 160,000.

Larghezza metri 100, salvo due tronchi da 60.

Profondità metri 8 con platea di 22 metri nel centro, salendo i lati in ragione di circa 5 per 1.

Massa totale delle materie da estrarre m. c. 74,112,130, esclusi i canali d'acqua dolce già ultimati (216 chil.).

Importo presuntivo di tutte le opere (compresi i canali d'acqua dolce) it. lire 330,000,000.

Principio dei lavori anno 1859.

Estratto a tutto marzo 1868 complessivamente metri c.	38,884,314
Estratto dal 1° aprile al 15 giugno 1868 m. c.	4,417,854
Rimanevano ad estrarsi al 16 giugno 1868 m. c.	30,809,962
Torna m.	74,112,130

Gettata di Porto Said

Lunghezza, quella est m. 2,200, quella ovest m. 3,200, larghezza m. 8 in cima; s'alza m. 2 sul mare.

Profondità. La gettata est raggiunge la profondità di m. 8 a 1,600 metri; quella ovest a m. 2,500.

Ad opera ultimata raggiungeranno i 10 m. Per l'apertura del canale basta la minore ed occorrono 250,000 m. c. di pietre.

Importo dell'opera. Le gettate vennero appaltate per lire 12 al m. c. L'importo è compreso nella somma di sopra indicata.

Principio dei lavori. Anno 1859.

Immersi a tutto marzo 1868 complessivamente metri c.	188,239
Immersi dal 1° aprile al 15 giugno 1868 m. c.	19,742
Rimanevano ad immergersi al 15 giugno 1868 m. c.	42,761
Torna m.	250,000

— Un altro accidente grave cagionato dai funghi: morte di cinque persone. Il *Journal de l'Aveyron* così racconta il fatto:

Lunedì 31 agosto la donna Faivret, nata Lanaud, di Menotey, aveva accomodato un piatto di famiglia Ella coi tre suoi figliuoli e la sua madre fecero il pasto di mezzogiorno con quel piatto. Il capo della famiglia Faivret che era fuori di casa vi rientrò verso le 8 di sera e trovò le cinque persone in preda a vomiti spaventosi Il dottore Guillaume di Moissey, chiamato subito, dichiarò che il male era senza rimedio; e infatti malgrado tutte le cure che furono prodigate ai malati la Faivret e due dei suoi figliuoli soccombettero il mattino susseguente in mezzo ad atroci patimenti. La suocera di Faivret e il terzo figlio erano ancora vivi la dimane al momento che il nostro corrispondente ci trasmetteva la notizia, ma senza alcuna speranza di poterli salvare.

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO

Premio RIBERI — 3° *concorso.*

La Reale Accademia di medicina di Torino conferirà nel 1871 il premio triennale Riberi di L. 20,000 all'autore dell'opera, stampata o manoscritta nel triennio 1868 69-70, o della scoperta fatta in detto tempo, la quale opera o scoperta sarà per essa giudicata avere meglio contribuito al progresso ed al vantaggio della scienza medica.

Le opere dovranno essere scritte in *italiano*, o *latino*, o *francese*; le traduzioni da altre lingue dovranno essere accompagnate dall'originale.

Le opere dovranno essere presentate all'Accademia, franche di ogni spesa, a tutto il 31 dicembre 1870.

Gli autori che vorranno celare il loro nome, dovranno scriverlo in una scheda suggellata, secondo gli usi accademici.

NB. — Gli autori sono invitati a segnalare all'Accademia i punti più importanti delle loro opere.

Torino, 1° agosto 1868.

Il Presidente: BONACOSSA.
Il Segretario: G. RIZZETTI.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Nuova-York, 11.

Assicurasi che Seward abbia ordinato all'ambasciatore americano al Brasile di domandare i suoi passaporti se il governo brasiliano non autorizza la cannoniera *Wasp* di rimontare l'Assunzione.

I disordini continuano nell'Arkansas. La Corte di giustizia fu chiusa da alcuni uomini armati. Ebbe luogo un conflitto fra i ribelli e gli unionisti. Il paese è in istato d'anarchia.

Parigi, 12.

Chiusura della Borsa.

	11	12
Rendita francese 3 %	70 27	70 32
Id. italiana 5 %	52 35	52 50
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete . .	413 —	412 —
Obbligazioni	219 —	218 —
Ferrovie romane	38 25	37 50
Obbligazioni	98 -	97 —
Ferrovie *Vittorio Emanuele* .	44 50	42 —
Obbligazioni ferr. merid. . . .	138 —	138 —
Cambio sull'Italia	7 1/4	7 1/4
Credito mobiliare francese . .	280 —	281 —

Ferma.

Vienna, 12.

Cambio su Londra	114 90	115 30

Londra, 12.

Consolidati inglesi	94 1/8	— —

Berlino, 12.

La *Corrispondenza del Nord-Est* assicura che una banda di 250 individui, formatasi nella Romania, passò il Danubio il 9 corrente presso Nicopoli.

Questa notizia merita conferma.

Parigi, 12.

La *Patrie* considera apocrifa la nota prussiana pubblicata dalla *Gazette de France*. Soggiunge che questa nota non ha effettivamente alcuna ragione di essere, non essendo necessario che la Prussia richiami l'attenzione della Francia sopra un fatto che può essere interpretato in un senso favorevole alla pace, ma che s'impone come una necessità economica in seguito alla diminuzione dei crediti militari stanziati nel bilancio federale.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 12 settembre 1868, ore 8 ant.

Percorrono l'Italia venti di nord-ovest di varia intensità, e il cielo è in parte nuvolcso nel centro e nel sud. Il barometro ha continuato ad abbassarsi di 3 mm. nel sud. e di 5 nel nord. Il mare si mantiene mosso lungo tutte le coste del Mediterraneo.

La burrasca ieri segnalata si è rovesciata sulla Spagna. Mare e cielo cattivo nelle Isole britanniche. Continua in Europa il generale abbassamento barometrico.

Seguitano gli indizi del cattivo tempo.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 12 settembre 1868.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 752,5	mm 751,0	mm 752,0
Termometro centigrado	19,0	27,0	20,0
Umidità relativa . .	80,0	50,0	78,0
Stato del cielo. . . .	sereno	sereno e nuvoli	sereno
Vento { direzione . . / forza	NE debole	N debole	N debole

Temperatura massima . . . . + 27,0
Temperatura minima. . . . . + 14,5

TEATRO PAGLIANO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Rossini: *La Pietra del paragone.*

TEATRO NUOVO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Cimarosa: *Il matrimonio segreto.*

TEATRO NAZIONALE, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro De Giosa: *Don Checco* — Ballo: *Olimpia.*

POLITEAMA FIORENTINO, ore 8 — La Compagnia drammatica di T. Salvini rappresenta: *Il vecchio caporale.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

ELENCO N° 80 delle pensioni liquidate dalla Corte dei Conti del Regno a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.

N° d'ordine	COGNOME E NOME	DATA E LUOGO DELLA NASCITA	QUALITÀ	LEGGE APPLICATA	DATA DEL DECRETO di liquidazione	PENSIONE MONTARE	PENSIONE DECORRENZA	OSSERVAZIONI
1	De Simone Agostino	4 aprile 1831 - Napoli	pilota di 2ª classe nella R. marina	25 maggio 1852	28 novembre 1866	750 »	1 ottobre 1866	per anni 7 e mesi 6.
2	Coma Bartolomeo	23 agosto 1807 - Lipari	già timoniere nel 2° dipartim. del corpo R. equipaggi	20 giugno 1851 26 marzo 1865	29 id.	545 »	1 giugno 1866	
3	Piccione Francesco	3 marzo 1795 - Palermo	già segretario del Consiglio superiore di pubblica istruzione in Palermo	14 aprile 1864	id.	685 »	1 novembre 1866	
4	Plat Maria Ambrogio	15 maggio 1821 - Aosta	già maresciallo d'alloggio della 1ª legione dei carab. R.	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	802 »	9 id.	
5	Borsari Vincenzo	—	ex-soldato del 2° regg. granatieri	7 febbraio 1865 27 giugno 1850	id.	300 »	1 dicembre 1866	
6	Filliol cav. Giuseppe	6 ottobre 1805 - Fenestrelle	già sottocommissario di guerra di 2ª classe nel corpo d'intendenza militare	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1935 »	16 ottobre 1866	
7	Scotto d'Abbusco Margherita	2 marzo 1833 - Praida	vedova di Giuseppe Di Losa carbonaro di 2ª classe nel corpo R. equipaggi	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	232 50	21 luglio 1866	durante vedovanza.
8	Astarita Teresa	14 ottobre 1824 - Napoli	vedova di Massimino Giuseppe marinaro di 1ª classe	id.	id.	232 50	id.	id.
9	Arena Lucia	31 marzo 1840 - Casoria	ved. di Sezzella Domenico marinaro fuochista di 1ª cl.	id.	id.	232 50	id.	id.
10	Agrilla Maria Elisabetta	7 giugno 1829 - Messina	ved. Cacciollolo Vincenzo luogotenente di vascello	id.	id.	1125 »	id.	id.
11	Gommi Aristide	24 gennaio 1831 - Roma	già commissario ai depositi alla dogana di Piacenza in aspettativa	21 ottobre 1827	28 id.	532 »	1 novembre 1866	
12	Ronchetti Angela	9 ottobre 1844 - Como	vedova di Voghi Giuseppe già volontario nel 1° regg. Volontari Italiani	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	29 id.	200 »	22 luglio 1866	id.
13	Ponti Giuseppe	15 agosto 1820 - Monza	musicante dello stato maggiore attivo di fanteria	id.	id.	457 20	2 novembre 1866	
14	D'Auria Pacifico	26 dicembre 1814 - Arzano	soldato del 20° regg. fanteria	id.	id.	300 »	8 id.	
15	Franchin Celeste	3 agosto 1829	vedova di Scrivante Giuseppe caporale nei Volontari Italiani morto per ferita riportata in guerra	id.	id.	232 50	11 agosto 1866	id.
16	Vece Giovanni	22 agosto 1827 - Napoli	aiutante di 3ª classe nel personale del Genio militare in aspettativa	14 aprile 1864	id.	1733 »	—	per una sola volta.
17	Tutino Romeo	1 gennaio 1835 - Nocera	sottotenente nel 62° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1000 »	1 novembre 1866	
18	Benedetto Agostino	16 gennaio 1831 - Angrogna	id. nel 31° id.	id.	id.	500 »	8 ottobre 1865	per anni 6.
19	Dalmazzo Giuseppe	25 giugno 1832 - Caraglio	soldato nei bersaglieri	7 febbraio 1865	id.	533 33	1 novembre 1866	
20	Perelli Pietro Giacomo	18 dicembre 1831 - Alba	soldato di fanteria	id.	id.	300 »	id.	
21	Gamba 2° Secondo	21 aprile 1802 - Isola Asti	appuntato nella 1ª legione dei carabinieri R.	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	565 »	8 id.	
22	Osella 1° Luigi	11 luglio 1821 - Cortanza	brigadiere id.	id.	id.	560 »	id.	
23	Incordino o Ingordino Maria	21 aprile 1832 - Napoli	orfana di Giuseppe ufficiale della R. marina e della pensionata Fontana Claudina	3 maggio 1816	id.	255 »	27 luglio 1866	durante lo stato nubile e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
24	Stevano Giuseppe Serafino	28 aprile 1820 - Fontanetto da Po	luogotenente nell'84° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1225 »	16 settembre 1866	
25	D'Ardia Giuseppe	13 marzo 1836 - S. Leucio	già economo della chiesa parrocchiale della R. colonia di S. Leucio	16 luglio 1817	id.	765 80	1 febbraio 1866	
26	Malerba Caterina	—	vedova del già professore di teologia e mineralogia nell'Univers. di Catania Grammellaro cav. Carlo pens.	14 aprile 1864	id.	1093 »	22 ottobre 1866	durante vedovanza.
27	Ravoire Giuseppe	17 gennaio 1811 - Lachambre	professore titolare per le lettere francesi nel soppresso collegio militare di Asti	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1935 »	1 agosto 1866	
28	Aurelio Raffaela	7 gennaio 1820 - Napoli	vedova di Meo Salvatore secondo maestro nel corpo R. equipaggi	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	282 50	21 luglio 1866	id.
29	Adorni Federico	27 giugno 1823 - Parma	già luogot. nello stato maggiore delle piazze presso il comando militare del circondario di Cremona	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1125 »	16 novembre 1866	
30	Gabet commendatore Antonio	7 dicembre 1811 - Chambéry	già maggior generale a disposizione del Ministero della guerra	id.	id.	6500 »	1 ottobre 1866	
31	Branche Giuseppina Antonietta	1 maggio 1805 - Moutiers (Savoja)	vedova del luogoten. generale in ritiro Gonnet comm. Giovanni Claudio	27 giugno 1850	id.	1312 50	19 agosto 1866	id.
32	Ortis Giuseppe	14 gennaio 1803 - Siracusa	già uffiziale postale di 1ª classe	21 febbraio 1835 14 aprile 1864	id.	1760 »	1 luglio 1866	
33	Adinolfi Giuseppe	14 maggio 1811	già segretario nella prefettura di Caserta	14 aprile 1864	id.	1760 »	1 ottobre 1866	
34	Valentini Enrica	29 maggio 1862 - Ancona	figlia minorenne di Antonio già garzone di ufficio post. e di Antonio Paradisi pensionato a 2ª nozze	id.	30 id.	280 »	2 novembre 1866	durante lo stato nubile e la minore età.
35	Ciancimino Francesca Id. Marianna	22 gennaio 1831 - Palermo 21 febbraio 1837 - Palermo	orfane dell'usciere della Corte di Cassaz. Ciancimino Filippo	25 gennaio 1823	id.	102 »	1 id.	durante lo stato nubile, e maritandosi sarà loro pagata un'annata di pensione.
36	Dionini Maria Filomena	17 marzo 1835 - Gaeta	vedova del capitano Durando Saverino pensionato	3 maggio 1816	id.	340 »	12 gennaio 1866	durante vedovanza.
37	Sbano o Sbani Maria Luisa	5 giugno 1807 - Foggia	vedova del già cancelliere di polizia Mastrobisi Domenico pensionato	id.	id.	170 »	7 agosto 1865	id.
38	Faita Stella Maria Francesca	17 settembre 1792 - Taranto	vedova del pens. commesso doganale Volpe Giacomo	id.	id.	170 »	21 ottobre 1866	id.
39	Onofri Antonio	28 agosto 1801 - Napoli	controllore attivo di 1ª classe dei dazi indiretti	14 aprile 1864	id.	3661 »	—	per una sola volta.
40	Coppa Giovanni Battista	25 aprile 1819 - Biella	già controllore demaniale di 1ª classe	id.	id.	2025 »	1 settembre 1866	
41	Bosetti Angelo	12 ottobre 1809 - Chiari	già cancelliere di pretura del 7° mandamento di Milano	id.	id.	1600 »	1 novembre 1866	
42	Benigni Orsola	14 dicembre 1810 - Lucca	vedova del pensionato lucchese Gio. Battista Morganti già segretario del comando della guardia urbana di Lucca	6 maggio 1847	id.	336 »	18 agosto 1866	durante vedovanza.
43	Puliti professor Tito	1 aprile 1819 - Firenze	già profess. di meteorologia nel R. Istituto degli studi superiori in Firenze	22 novembre 1849	id.	1764 »	1 novembre 1866	
44	Gasbarri Stefano	28 maggio 1804 - Chieti	già commesso di 2ª classe di cancelleria di tribunale	14 aprile 1864	id.	720 »	1 ottobre 1866	
45	Colletti Giusto	3 maggio 1788 - Montislaete	già cancelliere di pretura mandamentale	id.	id.	991 »	1 agosto 1866	
46	Vangucci avv. Eugenio	8 luglio 1819 - Pistoia	già pretore di Bagno di Romagna	22 novembre 1849 14 aprile 1852	id.	1075 20	1 ottobre 1866	
47	Ferrari Giuseppe	17 febbraio 1800 - Cutigliano	già guardia forestale di tenuta di Boscolungo	22 novembre 1849	id.	810 [illegible]	1 id 1865	
48	Parronchi Gaetano	23 dicembre 1814 - Siena	già revisore doganale in disponibilità	id.	id.	1577 33	1 novembre 1865	
49	Leone Maria Teresa	2 agosto 1809 - Napoli	madre di Vincenzo Di Majo capo cannoniere morto alla battaglia di Lissa	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	500 »	21 luglio 1866	id.
50	Fornari Luisa	15 agosto 1793 - Colorno	ved. di Montelli Giovanni già conservatore delle stampe nella biblioteca di Parma	2 luglio 1822	id.	600 »	3 ottobre 1866	id.
51	Barbot Maddalena	30 febbraio 1790	ved. del colonn. in ritiro Pennasilico cav. Ferdinando	27 giugno 1850	id.	900 »	9 settembre 1866	id.
52	Perelli Teresa	1 novembre 1816 - Milano	ved. di Perelli Antonio già ispett. del palazzo di Brera	Dirett. austriache	id.	288 06	17 luglio 1866	id.
53	Rondini Eleonora	17 aprile 1801 - Ancona	vedova di Mariano Salvucci già medico chirurgo del bagno di Ancona pensionato	1 maggio 1828 28 giugno 1843	id.	216 05 332 82	— 17 maggio 1866 id.	trimestre funerario — per una volta tanto. durante vedovanza.
54	Lucarini Michele	27 settembre 1824 - Casebruciate	già postigl. della soppressa stazione postale di Ancona	Circ. Pontificia 3 aprile 1852	id.	172 36	18 id. 1863	
55	Binaghi Clorinda	8 dicembre 1804 - Milano	vedova di Pessina Carlo già applicato di 1ª nell'amministrazione delle Zecche	14 aprile 1864	id.	538 »	2 ottobre 1866	id.
56	Gherardi Narsete	19 luglio 1808 - Lucca	vice cancelliere del tribunale civ. e corr. di Lucca	6 maggio 1847	id.	1588 15	1 settembre 1866	
57	Bambi Leopoldo	23 febbraio 1831 - Siena	luogotenente nell'arma di fanteria in aspettativa	25 maggio 1852 7 febbraio 1865	id.	750 »	16 agosto 1866	per anni 8.
58	Condò Francesco	28 agosto 1802 - Reggio	già portiere del tribun. circond. di Parma	14 aprile 1864	id.	367 »	1 aprile 1866	
59	Millonze o Millonza Felicita Margherita Rosalia	10 luglio 1797 - Palermo	vedova di Lorenzo Onofrio già custode magazziniere di Ficuzza	18 luglio 1817	id.	178 50	5 marzo 1864	durante vedovanza.
60	Fontanarosa Antonio	16 giugno 1822 - Napoli	padre di Vincenzo già 2° macchinista nel corpo R. equipaggi mancato dopo la battaglia di Lissa	20 giugno 1851 26 marzo 1865	id.	500 »	21 luglio 1866	
61	D'Angelo Vincenza	27 dicembre 1806 - Napoli	vedova del pensionato capo di ripartimento del cessato Ministero della polizia di Napoli Valentini Giuseppe	3 maggio 1816	30 id.	1020 »	21 novembre 1865	id.
62	Guarino Nicola	9 gennaio 1820 - Boscoreale	sergente nel 38° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	1 dicembre 1866	398 40	8 novembre 1866	
63	De Franchi Giovanni	19 febbraio 1807 - Napoli	già medico di battaglione di 1ª classe	25 maggio 1852	30 novembre 1866	750 »	16 ottobre 1866	per anni 7.
64	Bertucci Maria Domenica Rosa	20 giugno 1820 - Brugnato	ved. del già soldato giubilato Croce Pasquale Domenico	27 giugno 1850	1 dicembre 1866	50 »	13 giugno 1866	durante vedovanza.
65	Marini commendatore Luigi	10 maggio 1808 - Cagliari	già maggiore generale nello Stato maggiore delle piazze	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	30 novembre 1866	6500 »	1 novembre 1866	
66	Lacreusaz Francesco	7 marzo 1814 - Annecy	già sottotenente nello Stato maggiore delle piazze	id.	id.	1200 »	16 settembre 1866	
67	Rossitta Marianna	19 luglio 1814 - Avola	vedova del pensionato controllore doganale Della Torre Orazio	25 gennaio 1823	id.	306 »	6 luglio 1866	id.
68	Petroni Giulia Id. Clotilde	23 novembre 1810 3 giugno 1831 - Napoli	orfane del pensionato Petroni Giuseppe già tenente delle guardie del corpo di Napoli	3 maggio 1816	id.	510 »	19 giugno 1866	durante lo stato nubile, e maritandosi sarà loro pagata un'annata di pensione.
69	Dabormida conte Giuseppe	21 novembre 1799 - Verrua	già luogot. generale e presidente del comitato d'artigl.	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	8000 »	1 novembre 1866	
70	Ravaccio 1° Antonio	11 marzo 1817 - Canelli	brigadiere nella 5ª legione dei carabinieri R.	id.	id.	545 »	id.	
71	Natale Pasquale	30 dicembre 1836 - Crispano	soldato nel 32° regg. granatieri	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	533 33	5 novembre 1866	
72	D'Intino cav. Florindo	29 ottobre 1810 - Bomba	medico di regg. presso l'ospedale militare di Firenze	id.	id.	1935 »	1 id.	
73	Dacorsi Maria Teresa Solazzo Teresa Id. Vincenzo	17 luglio 1834 13 dicembre 1826 5 agosto 1853	vedova la 1ª ed orfani gli altri di Gaspare Solazzo già commesso doganale in pensione	3 maggio 1816	id.	170 »	16 gennaio 1866	durante vedovanza della madre, fino agli anni 18 dell'orfano Vincenzo, e durante lo stato nubile dell'orfana Teresa, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
74	De Angelis Fortunato	13 marzo 1851 - Napoli	già mozzo sesto	18 maggio 1862	1 dicembre 1863	533 »	1 agosto 1866	
75	Giraldi Carducci Pecori Costanza	19 aprile 1781 - Firenze	vedova del comm. presidente della Corte suprema di cassazione Vincenzo Boni pensionato	22 novembre 1819	28 novembre 1863	2744 »	27 ottobre 1866	durante vedovanza.
76	Zuddas Antonio	7 marzo 1799 - Arbus	già guardaboschi nell'amministrazione forestale	14 aprile 1864	4 dicembre 1866	700 »	—	per una sola volta.
77	Saraceni Tito	9 maggio 1815 - Chieti	già commesso di 2ª classe nella cancelleria del tribun. di Chieti	id.	id.	607 »	1 ottobre 1866	
78	Milazzo Vincenzo	14 aprile 1806 - Trapani	già guardia doganale comune sedentaria	13 maggio 1862 14 aprile 1864	id.	180 »	1 agosto 1866	
79	Codazzi Maria Teresa	1 aprile 1822 - Codogno	vedova del già brigad. doganale sedentario Zorzi Francesco pensionato	id.	id.	160 »	25 id.	durante vedovanza.
80	Ricci Martino	12 febbraio 1818 - Tromello	già guardia doganale scelta sedentaria	id.	id.	390 »	1 novembre 1866	
81	Caussa Giuseppe	6 luglio 1821 - Demont (Cuneo)	già brigadiere doganale di terra	id.	id.	420 »	1 agosto 1866	
82	Giassenti Giacomo	20 gennaio 1806 - Vestone	già aiuto nell'agenzia delle tasse dirette di Lonato	14 aprile 1864	id	900 »	1 ottobre 1866	
83	Benvenuti Oreste	3 giugno 1823 - Firenze	bollatore presso la direzione del lotto in Firenze	22 marzo 1844	id.	616 »	16 id.	
84	Marasco Vincenzo	18 aprile 1815 - Foggia	già guardia doganale scelta sedentaria	13 maggio 1862	id.	585 »	1 id	
85	Sculli Domenico	6 marzo 1811 - Terruzzano	brigadiere doganale in pensione	13 maggio 1862 14 aprile 1864	id.	390 »	16 luglio 1865	
86	Lanzarotti Pietro Antonio	15 aprile 1799 - Cassi (Voghera)	già comand. dei guardiani del penitenz. di Alessandria	14 aprile 1864	id.	1152 »	1 ottobre 1866	
87	De Vita Giovanni	25 luglio 1810 - Napoli	già delegato di P. S. in disponibilità	14 aprile 1864 21 febbraio 1835	id.	1300 »	id.	
88	Salvischiani Antonio	14 gennaio 1802 - Ripa	vice cancelliere del tribun. civile e corr. di Chieti	14 aprile 1864	id.	1200 »	id.	
89	Travaglini Achille	26 maggio 1811 - Siena	già canc. provv. alla pretura di S. Spirito a Firenze	22 novembre 1819	id.	2273 60	1 dicembre 1866	
90	Rossi Onofrio	9 giugno 1796 - Bologna	già segretario dell'amministrazione provinciale	22 marzo 1824	id.	2400 »	1 giugno 1866	
91	Bovis cav. Carlo Napoleone	23 agosto 1811 - Moncucco	colonnello comandante il reggimento Nizza cavalleria col grado di maggiore generale	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	5000 »	1 novembre 1866	
92	Devia Michele	10 ottobre 1841 - Bolotana	soldato del 3° regg. bersaglieri	id.	id.	533 33	9 id.	
93	Civolani Ilario	13 ottobre 1824 - Minervia	già postiglione della stazione postale di Alteda	Circ. Pontificia 3 aprile 1852	id.	162 79	1 gennaio 1865	
94	Angelini Guerino	27 agosto 1822 - Cà di Fabri	id. id. id.	id.	id.	162 79	id.	
95	Baldi Giuseppe e per esso ai suoi legittimi eredi	17 febbraio 1793 - Panna	già controllore della cessata amministraz. delle contribuzioni dirette	2 luglio 1822	id.	884 98	16 ottobre 1864	
96	Fortunati Stefana	25 luglio 1803 - Panna	vedova di Baldi Giuseppe già controllore della cessata amministrazione delle contribuzioni dirette	id.	id.	295 »	19 giugno 1865	durante vedovanza.
97	Prandi Marianna	28 agosto 1798 - Can del Bosco Sopra	vedova di Fabbi Antonio già arruolato stabile nel genio civile della provincia di Reggio	12 febbraio 1806 6 agosto 1813	id.	230 26	2 settembre 1866	id.
98	Venezia Vincenzo	20 aprile 1827 - Montefortino	già milite della guardia nazionale mobilizzata del 1848	30 giugno 1861 4 marzo 1860	id.	383 04	1 gennaio 1860	
99	Stoja Teresa	3 dicembre 1822 - Trani	vedova di Cappello Salvatore guardia doganale al riposo	13 mag. 62 - 14 ap. 64	5 id.	180 »	15 settembre 1866	id.
100	Imparata Pasquale	23 dicembre 1798 - Napoli	già ufficiale di 3ª classe, 2° rango, della cessata tesoreria generale di Napoli	3 maggio 1816 28 dicembre 1860	4 id.	765 »	1 agosto 1866	
101	Capisani cav. Camillo	1 aprile 1803 - Torino	già luogotenente colonnello nella Casa R. Invalidi e compagnie veterani col grado di colonnello	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	4000 »	16 novembre 1866	
102	Borlasca Maria Adelaide Caterina Rosa Barnabina	22 ottobre 1852 - Asti	orfana del cav. Marcello già maggiore e di Umana Rosa Francesca pensionata	27 giugno 1850	id.	493 75	11 luglio 1866	durante lo stato nubile ed età minore.
103	Caruso Arcangelo	11 gennaio 1821 - Bonito	ex-soldato nella compagnia veterani di Napoli	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	300 »	1 novembre 1866	
104	Gentile Giovanni Pietro	17 ottobre 1815 - Colledanchise	sergente id.	id.	id.	510 »	11 id.	

Delegazione deman. per la liquidazione dell'asse ecclesiastico -- Prov. di Piacenza -- Circond. di Fiorenzuola d'Arda

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno 17 settembre prossimo, in una delle sale di questa sottoprefettura, alla presenza del signor sottoprefetto o di chi per esso, di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza o di un suo incaricato, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria e coll'opera ed assistenza del segretario infrascritto, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali:

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà di avere depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nelle casse dei ricevitori demaniali.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infradescritto prospetto.
5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare il cinque per cento del prezzo d'aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e di iscrizione ipotecaria, salvo la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione ed inserzione nei giornali del presente avviso, starà a carico dei deliberatari per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 9 antimerid. alle ore 4 pomerid. negli uffici di questa sottoprefettura.
9. Le passività ipotecarie, che gravano lo stabile, rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.
10. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in antica misura locale Pert. Tav.	VALORE ESTIMATIVO	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
2	346	Castelvetro Piacentino (S. Pietro in Corte)	Già Capitolo di Monticelli d'Ongina	Proprietà denominata Curavecchia, di natura colta, vitata, alberata, non irrigua nè prativa, con casa colonica, rustiche dipendenze, corte ed orto.	37 44 60	462 12	73798 20	7379 82	200	»

3040 Fiorenzuola d'Arda, li 26 agosto 1868

Il Segretario della Sottoprefettura: EMINA.

SOCIETA ANONIMA
DELLE

STRADE FERRATE ROMANE
(Sezione Nord)

Il sottoscritto rende noto ai signori interessati che, pe'concerti presi col Ministero delle Finanze, le operazioni preliminari relative al *pagamento* da farsi dalla *Tesoreria Centrale* del Regno delle Cartelle estratte li

21 novembre 1867,
e li 30 gennaio 1868,

e de' Cuponi scaduti li

2 gennaio 1868
1° marzo »
1° luglio »
e 1° settembre »

della già Società delle *Ferrovie Livornesi* che si eseguiscono a questo Archivio generale, da oggi in poi si effettueranno *soltanto* nel giorno di *mercoledì* di ciascuna settimana, purchè non interamente festivo, dalle ore 10 ant. alle ore 3 pom.

Il pagamento relativo verrà effettuato dalla suddetta Tesoreria Centrale, via Cavour, n. 63, nell'istesso giorno ed in quello immediatamente successivo, cioè *giovedì*, nelle medesime ore d'uffizio.

Firenze, 12 settembre 1868.

Il Direttore degli affari sociali
G. MORANDINI.

3093

Ministero delle Finanze

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE SUGLI AFFARI

Avviso d'asta.

Si notifica al pubblico che alle ore due pomeridiane del giorno di mercoledì 16 settembre p. v., negli uffici della Direzione generale del demanio e delle tasse sugli affari, in via Cavour, numero 63, si aprirà, sotto le migliorate condizioni apparenti dal relativo capitolato d'oneri, un altro pubblico incanto, ad estinzione di candela vergine, per l'aggiudicazione a favore del migliore offerente del seguente appalto, cioè: affitto delle tonnare dell'isola d'Elba.

Condizioni principali:

1° L'affitto avrà la durata di anni nove, computabili dal giorno immediatamente successivo a quello della definitiva delibera, ed alla fine dei nove anni s'intenderà cessato senza bisogno di preventiva disdetta.

2° L'incanto sarà aperto sopra il canone annuo di lire 14,000, e nessuno potrà essere ammesso ad offrirvi se non provi d'avere depositato la somma di lire 5,000 in contante ovvero in rendita pubblica al valor nominale, il quale deposito sarà restituito dopo l'incanto a coloro che non rimasero aggiudicatari dell'affitto.

3° Le offerte in aumento al prezzo d'asta non potranno essere minori di lire 100.

4° A cautela dell'Amministrazione appaltante dovrà il deliberatario, nei termini fissati dal capitolato d'oneri, dare in cauzione, a favore dell'Amministrazione medesima un valore corrispondente ad un'annata del convenuto canone ed al valore complessivo delle scorte tutte o mediante deposito di numerario, biglietti di banca o cartelle del debito pubblico al valore nominale, ovvero con formale annotazione di vincolo sopra corrispondente certificato nominativo di rendita pubblica, pure al valor nominale.

5° Il pagamento del canone si farà dal concessionario in quattro eguali rate trimestrali posticipate, a far tempo dal giorno immediatamente successivo a quello della definitiva delibera dell'affitto.

6° Il termine utile per l'aumento non inferiore al ventesimo sul prezzo risultante dall'aggiudicazione, viene fin d'ora stabilito in giorni otto a partire dalla data di questa, e scadrà perciò alle ore due pomeridiane di giovedì 24 detto mese.

7° Le spese tutte d'incanto e di contratto s'intendono a carico dell'aggiudicatario, non esclusa la tassa di registro.

8° I capitoli d'oneri sono visibili a chiunque in questo Ministero, negli uffici delle prefetture in Genova, Napoli, Palermo, Ancona, Venezia, Cagliari, Livorno, Siena, Lucca, Pisa, Grosseto, Sassari, Messina, Milano, Torino, Parma e Bologna, ed inoltre presso la Direzione del demanio e tasse in questa città, e gli uffici di registro in Livorno e Portoferraio.

Firenze, addì 22 agosto 1868.

Il Direttore capo di divisione
GERMANI.

2924

Avviso.

Si deduce a pubblica notizia che il fu don Giuseppe Lanfri pagò lire italiane 300 per l'imprestito nazionale, ed essendo questo passato all'altra vita, dal di lui erede Raffaello Lanfri di Pineto, e per esso minore il di lui tutore Gio. Batt. Fracassi, non è stata rinvenuta la cedola o ricevuta provvisoria portante il numero di matrice 320, comunità di Arezzo; però si assegna il termine di giorni 12 a chiunque potesse averla rinvenuta ad effettuarne la restituzione, spirato il quale sarà in diritto detto erede di ottenere da questa Tesoreria di Arezzo la definitiva cartella di credito, e ciò per tutti gli effetti di ragione.

Arezzo, li 11 settembre 1868.

3099 GIO. BATTISTA FRACASSI tutore.

Avviso.

A tutti gli effetti di ragione s'impugna quanto si asserisce dal sig. Emilio Prosperi nella *Gazzetta Ufficiale* del 10 settembre 1868 (n. 246), poichè le masserizie e tutto ciò che si trova nella bottega detta l'*Aquila d'Oro* posta in via dei Leoni, n. 10, sono di proprietà del sottoscritto, il quale fino dall'anno 1867 conduce per proprio conto la bottega succitata, e si protesta di agire come di ragione per la diffamazione.

Firenze, li 12 settembre 1868.

Per GIOVANNI LUCIGNANI
GIUSEPPINA LUCIGNANI consorte.
Dott E. BONINSEGNI procuratore per certificazione della firma di detta signora Lucignani.

3098

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE
NEL REGNO D'ITALIA

A tutto il giorno 22 Agosto 1868.

ATTIVO.

Voce	Importo
Numerario in cassa nelle Sedi e Succursali . . . . L.	177,162,520 83
Esercizio delle zecche dello Stato . . . »	2,067,545 04
Stabilimenti di circolazione (fondi somministrati) . . . »	12,772,500 »
Portafoglio nelle sedi e succursali . . . »	260,546,799 06
Anticipazioni id. . . . »	58,587,900 11
Effetti all'incasso in conto corrente . »	199,907 37
Fondi pubblici appl. al fondo di ris. »	16,003,975 »
Tesoro dello Stato (legge 27 febb 1856) »	219,793 94
Id. conto mutuo 278 milioni (R. decreto 1° maggio 1866) . . . »	278,000,000 »
Id. conto anticipazione 100 milioni (convenzione 12 ottobre 1867) . . . »	77,500,000 »
Immobili . . . »	6,818,846 78
Azioni da emettere . . . »	20,000,000 »
Azionisti, saldo azioni . . . »	15,981,150 »
Debitori diversi . . . »	25,377,816 91
Spese diverse . . . »	2,104,153 59
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova . . . »	477,777 80
Obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 in cassa . . . »	34,037,400 »
Depositi volontari liberi . . . »	122,698,980 93
Depositi obbligatori e per cauzione . »	110,569,327 80
Anticipazione al Governo (Decr. 1° ottobre 1859 e 29 giugno 1865) . . . »	32,240,000 »
Servizio del debito pubblico a Torino »	359,538 54
	L. 1,253,725,933 70

PASSIVO.

Voce	Importo
Capitale . . . L.	100,000,000 »
Biglietti in circolazione . . . »	783,945,293 60
Marche da bollo in circolazione . . . »	14,220 »
Fondo di riserva . . . »	16,000,000 »
Tesoro dello Stato conto corrente (Disponibile . . . »	»
Tesoro dello Stato conto corrente (Non disponibile . . »	1,883,955 97
Conti correnti (disponibile) nelle sedi e succursali . . . »	7,998,184 87
Id (non disponibile) id. . . . »	30,135,125 68
Biglietti a ordine (art. 21 degli statuti) »	6,955,404 69
Mandati a pagarsi . . . »	187,868 77
Dividendi a pagarsi . . . »	129,707 50
Sottoscrizione per l'alienazione delle obbligazioni 15 settembre 1867 . . . »	34,661,793 84
Creditori diversi . . . »	2,095,191 30
Deposito obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 . . . »	34,037,400 »
Depositanti d'oggetti e valori diversi »	233,268,308 73
Risconto del semestre precedente e saldo profitti . . . »	1,233,531 63
Benefizi del semestre in corso . . . »	1,179,947 12
	L. 1,253,725,933 70

Visto: *Pel sindacato governativo*
G. del Castillo.

Per autenticazione
Il direttore generale: Bombrini.

3035

PROVINCIA DI BERGAMO
MANDAMENTO DI ZOGNO — COMUNE DI TALEGGIO

Avviso d'asta.

Si porta a pubblica notizia che alle ore 8 antimeridiane del giorno di lunedì 28 settembre andante e successivi, nella sala di questo comune ed avanti la Giunta municipale, si procederà agli incanti per la vendita enfiteutica dei beni comunali di Taleggio, i quali sono divisi in numero 286 lotti, diffusamente descritti nella perizia degli ingegneri Vassalli e Loccatelli.

Hanno diritto di offrire all'asta per un sol lotto tutti gli estimati del comune di Taleggio, non quivi domiciliati e che hanno una rendita sufficente per essere elettori comunali; e per uno o più lotti, tutti gli abitanti domiciliati in comune e meglio come al capitolato.

Chiunque, avendovi diritto, aspirasse all'acquisto dei beni in vendita, è invitato a comparire nell'ufficio municipale nel tempo preindicato per prestare le sue offerte in aumento del prezzo dell'annuo canone di perizia, che non potranno essere minori di centesimi cinque per ciascuna offerta su ogni lotto; indi si procederà alla delibera dei lotti, al miglior offerente all'estinzione della candela vergine.

Si prevengono gli aspiranti che l'asta si tiene colle norme tracciate dal regolamento sulla contabilità dello Stato, 13 dicembre 1863, ed in base al capitolato d'asta, che assieme alla perizia Loccatelli e Vassalli sono ostensibili nell'ufficio municipale.

Che i termini, fatali, per l'aumento del ventesimo, sono ridotti a cinque giorni, incipienti col giorno della delibera relativa a ciascun lotto.

Che il deposito è del dieci per cento del prezzo totale di stima, ed in ogni caso non minore di lire venti.

Dall'ufficio municipale, li 9 settembre 1868.

La Giunta municipale:
BIAVA CARLO, sindaco.
BELLAVITI ANDREA, assess.
RINALDI CARLO, assess.

3094 *Il Segretario*: P. REBUZZINI.

Il Sindaco di Firenze

Visto il piano regolatore edilizio per la città di Firenze approvato con Regio decreto de'18 agosto 1866;

Vista la deliberazione del Consiglio comunale del 4 agosto 1868 con la quale è stato ordinato l'allargamento di via dei Martelli secondo il progetto dell'ingegnere cav. Enrico Guidotti de'17 marzo 1865, non tenendo conto degli allineamenti da esso proposti per la piazza del Duomo e per quella di San Giovanni;

Viste le deliberazioni della Giunta municipale del 5 e 24 agosto p. p. e 12 settembre andante del tenore, ecc.;

Vista la legge sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità de'25 giugno 1865, e più specialmente gli articoli 1 e 5;

Rende pubblicamente noto:

Dal giorno infrascritto a tutto il dì 28 settembre corrente è ostensibile nella segreteria comunale di questa città, prima divisione, seconda sezione, la relazione ed il piano di massima per l'allargamento della menzionata via dei Martelli, da eseguirsi nel modo resultante dal progetto dell'architetto signor cav. Guidotti del 17 marzo 1865, modificato a forma dell'articolo 2° della deliberazione consiliare de'4 agosto 1868.

La ostensione di questo progetto viene fatta ai termini di legge, affinchè chiunque possa prenderne conoscenza e fare le sue osservazioni.

Firenze, dal palazzo comunale, li 13 settembre 1868.

3097 *Il Sindaco*: L. GINORI.

R tribunale civile e correzionale di Forlì.

Causa ordinaria di rendiconto di amministrazione, promossa da Manzi Filippo e Gaetano, domiciliati a Longiano, attori, rappresentati dal signor avvocato Benigno Lazzarini procuratore,

Contro

Amaduzzi Giovanni, possidente dimorante a Montilgallo, convenuto, difeso dal signor dottor Leopoldo Rossi procuratore

In concorso dei creditori pignoranti ed iscritti a carico dei beni Manzi, chiamati a causa d'ufficio, signori

Graziani conte Lodovico nella sua qualità di amministratore della Cappellania laicale del SS. Crocifisso, esistente sotto il loggiato del palazzo comunale di Rimini, residente in Rimini, patrocinato dall'avv. Stefano Villi.

Illustrissima comunità di Rimini, e per essa il sindaco signor cav. Pietro Fagnani, ivi residente, patrocinato dallo stesso avvocato Stefano Villi, procuratore.

Romagnoli marchese Melchiorre, cessionario della comune di Longiano, residente a Cesena, rappresentato dall'avvocato Ermete Novi, procuratore.

Matteucci contessa Settimia vedova Conti, residente a Forlì, rappresentata dal signor dott. Giovanni Casati, procuratore.

Merlini marchesi Filippo, Pietro, Paolo e Giuseppe, domiciliati a Forlì

Sabattini Flaminio, domiciliato come sopra.

Pianciani conte Vincenzo, amministratore del bollo e registro di Roma, domiciliato a Forlì.

Bertoni don Francesco fu Angelo, domiciliato a Forlì.

Benvenuti Giacomo fu Filippo, domiciliato a Forlì.

Guidi di Bagno marchese D. Carlo, domiciliato a Cesena.

Cavallotti dott. Teodoro, domiciliato a Cesena

Ferri Eulalia in Maraldi, domiciliata a Cesena.

Maraldi D. Antonio, domiciliato a Cesena.

Boni Giacomo, domiciliato a Cesena.

Turchi dott. Giovanni, domiciliato a Cesena.

Ditta del fu Salvatore Della Ripa di Pesaro, e per essa Turchi dott. Giovanni, domiciliato a Cesena.

Spinelli don Marco, arciprete di S. Appollinare di Montilgallo, al quale defunto oggi è succeduto in detta parrocchia il signor Federico Falcinelli, ivi residente.

Congregazione di Carità di Longiano, domiciliata a Longiano.

Guidi don Luigi, amministratore del legato Pasolini, domiciliato a Longiano.

Severi canonico don Angelo, amministratore del SS. di S. Cristoforo, ed ora il suo successore canonico Antonio Andreucci, domiciliato in Longiano

Scala don Cristoforo, parroco di S. Cristoforo di Longiano, ivi domiciliato.

Ferri avv. Ferrante, domiciliato a Longiano.

Bertozzi Carlo, domiciliato a Longiano.

Bertozzi Francesco, domiciliato come sopra.

Sapignoli Francesco, domiciliato come sopra.

Santini Francesco, domiciliato come sopra.

Sapignole Santè, domiciliato come sopra.

Sabattini dott. Nicola, amministratore dei beni di Margherita Manzi, e curatore dei minorenni Giacomo e Marco Santini, domiciliato a Savignano.

Santini Marco, domiciliato come sopra.

Gori Nicola fu Giuseppe, domiciliato come sopra, e per esso il di lui erede Carlo Morandi minorenne, in persona del tutore Felice Orlandini, domiciliato a S. Arcangelo.

Manzi Maddalena, possidente, domiciliata a Montilgallo, territorio di Longiano.

Manzi Chiara, domiciliata come sopra.

Franceschi Bernardino, possidente domiciliato a S. Arcangelo.

Guidi canonico don Luigi, domiciliato a S. Arcangelo.

Guidi Pietro, domiciliato come sopra.

Marazzani canonico don Luigi, preposto del Capitolo di Rimini, domiciliato nella residenza capitolare.

Agussani canonico don Michele, domiciliato nella chiesa parrocchiale di S. Gio. Evangelista di Rimini.

Cappellania Cherubini di Rimini, domiciliata nella cancelleria vescovile di Rimini.

Ferri Paolo, domiciliato a Rimini.

Ugolini contessa Carolina vedova Bottini, quale madre e tutrice del conte Domenico Bottini, domiciliata a Rimini:

Tutti creditori iscritti non comparsi.

Forlì, oggi 9 maggio 1868.

Comparisce l'avv. Stefano Villi, e dichiarando di costituirsi, siccome si costituisce, in virtù di procura a rogiti Pasini di Cesena, otto maggio 1867, pel reverendo signor don Federico Falcinelli, nella sua qualifica di arciprete ed amministratore della chiesa di S. Apollinare di Montilgallo, comune di Longiano, ivi residente, e pel quale elegge il domicilio in Forlì, presso esso comparente in via S. Pietro, civico n. 2, espone:

Che il comune di Longiano, in virtù di sentenza 23 febbraio 1821 del tribunale di Forlì, con cui era stato condannato Michele Manzi a pagargli la somma di lire 3248 24, importo di cereali sovvenutigli nel 1801, e relativi frutti, procedè con verbale 7 luglio 1848, dell'in allora cursore Virgili al pignoramento di tutti gl'immobili componenti l'asse di esso Manzi già passato a miglior vita.

In pendenza del giudizio di vendita degl'immobili come sopra pignorati, lo stesso municipio di Longiano provocò la nomina di un amministratore giudiziale che dovesse raccogliere le rendite dei fondi pignorati. Ed il cessato tribunale civile e criminale di Forlì con sentenza 4 novembre 1849, accogliendo questa istanza, nominò in amministratore giudiziale il signor Gio. Amaduzzi, residente a Montilgallo, comune di Longiano, il quale assunse l'amministrazione suddetta. Scorsi molti anni senza che alcun conto fosse stato mai presentato, i signori Filippo e Gaetano Manzi, figli del debitore Michele Manzi, convennero con citazione 13 febbraio 1863 dell'usciere Bartoli avanti questo tribunale, allora di circondario, il detto Giovanni Amaduzzi, all'effetto che dovesse rendere il conto di tutte le rendite percette dai fondi Manzi come sopra pignorati. — Il tribunale visto che la dimanda dei Manzi interessava anche tutti i creditori iscritti sui fondi stessi, i quali avevano eguale diritto di chiedere all'amministratore giudiziale il conto della sua gestione, con sua sentenza dei 30 giugno 1863 ordinò d'ufficio l'intervento dei creditori medesimi. Indi (essendo stati già citati i creditori ad intervenire in questo giudizio) con altra sentenza 20 giugno 1865, prefisse all'Amaduzzi il tempo e termine di mesi tre a rendere il chiesto conto, scorso il quale termine inutilmente, dichiarò che sarebbesi provveduto a termini di legge; e delegò il signor giudice avvocato Paolo Matteucci per tutte le operazioni relative al conto stesso.

L'Amaduzzi nel dì 28 decembre 1865, quando era già decorso il termine prefissogli con detta sentenza, produsse nella cancelleria o segreteria del tribunale un conto, secondo il quale non solo nulla rimarrebbe dei redditi percetti dal 1849 in poi, ma sarebbe invece creditore egli di romani scudi 437 30 7, pari a lire 2326 47 3.

Interessando ora al signor don Federico Falcinelli, quale rettore della chiesa arcipretale di Montilgallo, creditore iscritto, che venga definito questo giudizio, il comparente nel nome del medesimo dichiara di portare, siccome coll'atto presente porta, a termini dell'articolo 1 delle disposizioni transitorie per l'attuazione del vigente Codice di procedura civile, innanzi questo regio tribunale civile e correzionale il giudizio stesso, riservandosi di proporre ne'modi di legge le sue osservazioni al rendiconto come sopra esibito per parte dell'Amaduzzi, contro il quale dichiara fin d'ora di opporre che inammissibile si è la somma di romani scudi 3198 20 4, pari a lire 17,014 45, che nel rendiconto medesimo l'Amaduzzi ha notato a proprio credito, asserendo essergli detta somma dovuta dai Manzi per sorte e frutti in virtù di sentenza 28 agosto 1850 del provicario vescovile di Cesena, e come da conto che ha unito al rendiconto suddetto.

Data anche, e non concessa, l'esistenza di questo suo credito, non poteva il signor Amaduzzi notarlo a proprio favore, siccome ha preteso di fare nel rendiconto, mentre il rendiconto deve risguardare unicamente l'amministrazione tenuta ed i frutti percetti, nè possono entrare e farne parte i crediti particolari dell'Amaduzzi. — Questi se è creditore verso i Manzi potrà bensì valersi delle sue ragioni come ogni altro creditore, chiedendo sul prezzo e frutti dei fondi pignorati la collocazione che può competergli, ma non appropriarsi i frutti che, insieme col prezzo dei fondi, debbono essere distribuiti ai creditori a termini di legge.

Deposita nella cancelleria di questo tribunale il suddetto mandato originale di procura, e la copia della suddetta sentenza 2 giugno 1865 del regio tribunale di circondario di Forlì, offrendosene comunicazione a chiunque di ragione.

Insta poi che l'atto presente venga notificato, giusta il primo capoverso dell'articolo 1 delle citate disposizioni transitorie, ai procuratori delle parti, che come sopra erano comparse, ed alle altre parti non comparse, alle quali si chiede che venga autorizzata la notifica per proclami pubblici.

STEFANO VILLI, proc.

Prodotta al n. 431 colla procura e sentenza suddetta li 9 maggio 1868.

B. VALLICELLI, vice canc.

Ad istanza del signor don Federico Falcinelli, ed in seguito dell'autorizzazione concessa dal sullodato regio tribunale con decreto 18 maggio 1868, si notifica per pubblici proclami, mediante inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nella *Gazzetta delle Romagne*, il sopratrascritto atto di riassunzione del giudizio di rendiconto contro Giovanni Amaduzzi, a tutti i creditori iscritti nominati nell'atto stesso, i quali non erano comparsi in detto giudizio.

3071 STEFANO VILLI, proc.

Editto di vendita.

In esecuzione della sentenza del tribunale civile di Firenze, sezione promiscua, del 3 luglio ultimo, registrata con marca da lire una annullata, si rende noto che la mattina del dì 15 ottobre prossimo, a ore 11, nella sala delle pubbliche udienze civili del tribunale medesimo avanti il sottoscritto a ciò delegato sarà proceduto alla vendita al pubblico incanto di una bottega appartenente al patrimonio del fallimento del fu Gaetano Braccesi, situata sul canto di via Porta Rossa, già Baccano, presso le Logge di Mercato Nuovo, rappresentata in sezione F, articolo di stima 1283, numero particellare 1811, della superficie di metri quadri 1595, e colla rendita imponibile di lire 112 50, valutata al netto di ogni detrazione lire 4,091 20, per rilasciarsi al maggiore e migliore offerente a pronti contanti e previo il deposito del decimo del prezzo ridetto e delle spese occorrenti calcolate approssimativamente lire mille.

Li 11 settembre 1868.

3095 F. NANNEI, vice canc.

Inibizione di caccia.

Teresa Talini vedova Tommasi prevalendosi dei diritti che le vigenti leggi le accordano, inibisce a chiunque di cacciare con fucile o altro mezzo di aucupio nel podere e bosco annesso alla villa di sua proprietà, posta nel comune di Fiesole in luogo detto Bencistà. 3072

Avviso.

La sottoscritta marchesa Maddalena Bourbon Del Monte nei Morelli Adimari dichiara che essa paga a pronti contanti quello che acquista, e che quindi non sarà mai a riconoscere alcun debito che fosse fatto da persone della di lei famiglia.

Firenze, 9 settembre 1868.

MADDALENA BOURBON DEL MONTE MORELLI.

3073

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.